

ÉGYPTE

# 22 morts en trois jours de manifestations

**Les affrontements entre les forces de l'ordre et des centaines de manifestants réclamant la chute du pouvoir militaire sont entrés dans leur troisième jour hier place Tahrir au Caire, après avoir fait 22 morts depuis samedi en Egypte.**

Un homme a péri samedi à Alexandrie (nord), tandis que 21 personnes sont décédées au Caire, par des balles réelles ou mortes d'asphyxie en raison des nombreux tirs par la police de grenades lacrymogènes, selon le responsable d'une morgue. Ce responsable avait précédemment annoncé 33 décès, avant de revenir sur ce chiffre, assurant que 11 personnes étaient décédées dans des circonstances sans aucun lien avec les affrontements. De son côté, le ministère de la Santé a fait état de 22 décès. Face à ces violences, le ministre égyptien de la Culture, Emad Abou Ghazi, a présenté sa démission pour «protester» contre la réaction du gouvernement, a rapporté l'agence officielle Mena. Dans le même temps, la Ligue arabe, qui s'exprimait pour la première fois sur ces événements, a appelé au calme, exhortant les acteurs politiques à travailler au «changement démocratique».

Sur les marchés, la Bourse du Caire a chuté de 4,04%, l'index EGX-30 tombant à 3,860.99 points. Sur la place Tahrir, la police tirait toujours des grenades lacrymogènes sur les manifestants, qui répondaient en jetant des pierres, répartis en petits groupes sur la place et aux alentours de ce lieu emblématique de la révolte populaire ayant provoqué la chute de Hosni Moubarak en février. Les accrochages les plus durs se déroulaient, eux, aux abords du ministère de l'Intérieur, cible privilégiée des manifestants et sous forte garde des forces



Photo : DP

anti-émeutes, près de la place Tahrir. La télévision publique a continué de retransmettre ces scènes en direct, comme elle le fait depuis le début des affrontements. Ces violences interviennent à une semaine du début des premières élections législatives depuis la chute de l'ancien président, prévues le 28 novembre et et qui doivent s'étaler sur plusieurs mois.

Les manifestants réclament la fin du pouvoir militaire qui s'est installé au départ de M. Moubarak. Les slogans visent en particulier le maréchal Hussein Tantaoui, un cacique de l'ancien régime qui est désormais de fait à la tête du pays en sa qualité de chef du Conseil suprême des forces armées (CSFA). Dimanche et durant toute la nuit, des milliers de manifestants ont lancé des pierres et des cocktails Molotov en direction des policiers, dont certains ont répliqué depuis le toit d'un

immeuble proche du ministère de l'Intérieur, selon un journaliste de l'AFP. Les policiers tiraient des balles en caoutchouc, mais également de nombreuses grenades lacrymogènes que des manifestants leur renvoyaient en criant «Le peuple veut l'exécution du maréchal» Hussein Tantaoui. Plusieurs médecins ont affirmé avoir dû soigner de nombreuses blessures par balles réelles. Le docteur Mohammed Taher a déclaré à l'AFP avoir vu un homme ayant reçu une balle dans la tête et un autre blessé au cou, tous deux dans un état grave. Des manifestations ont également eu lieu dimanche à El-Arich, dans le Sinaï, à Suez et à Ismaïlia, sur le canal de Suez, tandis que des heurts ont éclaté à l'issue des funérailles du jeune homme tué samedi à Alexandrie. Ces affrontements, qui rappellent par leur violence les scènes de la révolte contre le régime au début de l'année, ont relancé les craintes que les élections législatives ne soient émaillées de violences. L'armée s'est engagée à rendre le pouvoir aux civils après l'élection d'un nouveau président, mais la date de la présidentielle qui doit suivre les législatives n'est pas encore connue. L'armée a dit «regretter» les événements actuels, appelant le gouvernement à rencontrer les forces politiques pour y mettre fin, tout en réaffirmant s'entendre au calendrier électoral établi, dans un communiqué lu dimanche soir à la télévision publique. A l'étranger, la France s'est dit «vivement préoccupée» par les affrontements, appelant forces de l'ordre et manifestants à faire preuve de «responsabilité». La chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton avait estimé que la loi et l'ordre devaient être assurés «dans le respect des droits de l'Homme», tandis que Londres avait «condamné la violence» et que Rome et Berlin avaient exprimé leur «profonde préoccupation».

SYRIE

## Ankara hausse le ton à l'égard de Damas

**Ankara a haussé le ton hier à l'égard de la Syrie, estimant que le président Bachar al-Assad, dont le régime est la cible depuis plus de huit mois d'une révolte sans précédent, ne pouvait continuer à rester au pouvoir avec «des chars et des canons».**

Quatre Syriens ont été tués hier matin par des tirs des forces de sécurité lors de perquisitions menées dans la province de Homs (centre), a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Par ailleurs, des bus de pèlerins turcs, qui se seraient égarés dans la nuit de dimanche à lundi près de Homs, auraient été arrêtés par des soldats syriens qui ont tiré des coups de feu contre les véhicules, selon les chaînes privées CNN-Türk et NTV.

L'agence semi-officielle turque Anatolie n'a de son côté pas fait état de soldats mais d'un groupe armé. Contacté par l'AFP, le ministère turc des Affaires étrangères a confirmé «une attaque en territoire syrien», sans donner d'autres détails. De nombreux pèlerins turcs empruntent la voie routière via la Syrie pour rentrer en Turquie après avoir effectué le rituel du pèlerinage à La Mecque.

La Turquie a coupé les ponts avec Damas, son ancien allié, pour protester contre la répression du mouvement de contestation contre le régime du président Assad qui a fait depuis la mi-mars

plus de 3 500 morts, selon l'ONU. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a estimé hier que les jours du président Assad étaient comptés, soulignant que l'on ne pouvait rester au pouvoir «avec des chars et des canons». «Le jour viendra où tu partiras aussi», a lancé M. Erdogan lors d'un forum international à Istanbul à l'adresse du chef de l'Etat syrien.

M. Erdogan a critiqué les dernières déclarations faites par M. Assad qui s'est dit «tout à fait» prêt à combattre et à mourir en cas d'intervention étrangère, dans un entretien publié dimanche par l'hebdomadaire britannique *The Sunday Times*. «Tu vas lutter contre qui ? Tu vas combattre ton frère musulman que tu gouvernes ?», s'est-il interrogé. Malgré la pression internationale qui s'accroît, le régime syrien apparaît pour autant déterminé à se maintenir en place coûte que coûte. Le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem a prévenu dimanche soir que son pays était prêt à se battre. «Si le combat nous est imposé, nous combattons», a-t-il affirmé.

Le régime de Damas est confronté depuis la mi-mars à une contestation populaire sans précédent qui tend désormais à dégénérer en conflit armé, les affrontements se multipliant entre déserteurs et soldats de l'armée régulière.

Pour autant, Walid Mouallem a rejeté les craintes de «guerre civile» exprimées par ses homologues américain Hillary Clinton et turc Ahmet Davutoglu. «Quand M<sup>me</sup> Clinton dit que l'opposition est bien armée, (...) c'est comme on dit en anglais "wishful thinking" (prendre ses désirs pour des réalités, ndr)», a-t-il affirmé. Vendredi, M<sup>me</sup> Clinton avait dit «penser qu'il pourrait y avoir une guerre civile, avec une opposition très déterminée, bien armée et finalement bien financée», tandis que M. Davutoglu avait déclaré à l'AFP qu'il y avait «un risque d'évolution vers la guerre civile». «

Si on lit bien les propos de M<sup>me</sup> Clinton et M. Davutoglu, on voit qu'ils sont en train de pousser dans ce sens», a dénoncé M. Mouallem. Alors que l'ultimatum de la Ligue arabe pressant Damas de cesser la répression a pris fin samedi à minuit, exposant désormais la Syrie à des sanctions économiques arabes, M. Assad a accusé de son côté l'organisation de créer un «prétexte» à

une intervention militaire occidentale qui provoquerait un «séisme» dans la région. M. Mouallem a aussi reproché à certains membres de la Ligue arabe, qui a suspendu Damas de ses travaux mercredi, d'utiliser l'organisation comme un «outil» pour parvenir au Conseil de sécurité de l'ONU. La France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne comptent présenter une résolution à l'Assemblée générale de l'ONU condamnant la répression, assurant avoir le soutien clé des pays arabes. Un vote devrait intervenir aujourd'hui, deux jours avant une nouvelle réunion de la Ligue arabe. Le succès d'une telle démarche pourrait augmenter la pression sur le Conseil de sécurité, où la Russie et la Chine avaient opposé le mois dernier leur veto à une résolution condamnant Damas.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a estimé pour sa part hier que la position de certains pays occidentaux, appelant l'opposition syrienne à ne pas dialoguer avec le régime du président Assad, s'apparentait à de la «provocation». «Il est indispensable que les violences cessent, mais cette exigence doit s'adresser à la fois au régime et aux groupes armés qui s'immiscent dans l'opposition syrienne», a-t-il déclaré.

LIBYE

## Toujours pas de procès à l'horizon pour les pro-Kadhafi détenus à Tripoli

**Pour des pro-Kadhafi en prison à Tripoli, la détention se prolonge sans procès en vue, le nouveau régime n'ayant toujours pas mis en place un système capable de les juger.**

«Nous voulons d'abord savoir pourquoi nous sommes ici», réclame un groupe de prisonniers accusés d'avoir soutenu l'ancien régime de Mouammar Kadhafi et qui croupissent depuis plusieurs semaines dans une prison de la banlieue-est de Tripoli.

Dans la prison d'Al-Khandak à Tajoura, l'ambiance est plutôt bon enfant. Les cellules sont ouvertes sur la cour principale et certains prisonniers se promènent librement d'une aile à une autre. «Je suis partisan (de l'ancien régime). Ce n'est pas un crime», déclare Othman Mokhtar, la cinquantaine. «Nous avons été, comme beaucoup d'autres, trompés par les médias de Kadhafi.» «C'est vrai que j'ai tenu une arme, mais pas pour tuer mes frères libyens. J'ai vu des Africains tenir des armes pour défendre Kadhafi. Je me suis dit "pourquoi pas moi

aussi". C'est mon devoir en tant que Libyen», explique-t-il. «J'ai remis mon arme aux thowar (combattants ex-rebelles) le 3 octobre. Le lendemain, trois voitures de thowar sont venues me chercher à la maison et depuis, je suis ici, sans savoir pourquoi.»

A côté de lui, Amer Salem, 30 ans, affirme avoir été arrêté alors qu'il quittait Bani Walid, un des derniers bastions de Mouammar Kadhafi, à 170 km au sud-est de Tripoli. «Nous avons fui Bani Walid quand les combats ont commencé dans la ville en septembre. J'étais en voiture avec mon épouse et mes enfants. Nous avons dépassé tous les points de contrôle sans encombre, mais des voitures m'ont rattrapé 15 km plus loin.» «Ils m'ont conduit ici, après avoir pris ma voiture et tout l'argent que j'avais.» «Les premiers jours, ils (les gardiens) nous frappaient

tous les jours. Maintenant, la situation s'est beaucoup améliorée», témoigne-t-il. Ali Ayad, 26 ans, a été arrêté lui aussi alors qu'il fuyait Bani Walid. «Je suis là depuis 65 jours. Ma famille n'a appris que j'étais encore vivant qu'hier», affirme-t-il.

Des organisations de défense des droits de l'Homme ont demandé aux nouveaux dirigeants du pays de mettre fin aux arrestations arbitraires et aux mauvais traitements infligés aux prisonniers.

Le nouveau régime tarde à mettre en place une justice de transition. Ainsi, des centaines de prisonniers, dont des anciens responsables du régime, sont toujours détenus arbitrairement, dans l'attente d'un procès. Assis seul dans la cour principale baignée par un soleil doux, un ancien militaire qui a requis l'anonymat explique être détenu dans cette prison depuis la chute de Tripoli, fin août. «J'étais militaire. C'était mon devoir d'exécuter les ordres et de prendre mon

poste dans une école militaire. Si j'avais déserté, ma famille aurait été tuée. Je n'avais pas le choix», dit-il. «Dieu merci, je n'ai tué personne.» «Nous attendons l'ouverture d'une enquête. Je n'ai commis aucun crime.

Je ne sais pas pourquoi je suis ici», déplore ce père de quatre enfants, qui dit avoir pu bénéficier de la visite de sa famille à plusieurs reprises. Celle-ci a bien perçu son salaire d'août et de septembre. «Pour octobre je ne sais pas s'ils vont l'avoir», s'inquiète-t-il. Comme tous les autres établissements pénitentiaires, la prison d'Al-Khandak est tenue par des volontaires. Un des responsables, Abdelwahed Annaas, déplore le manque de moyens. «Tous ceux qui travaillent ici sont des volontaires. Nous tenons la prison grâce à des dons et des efforts personnels. Malgré tout, nous arrivons à fournir trois repas par jour aux prisonniers, ainsi qu'une assistance médicale», affirme-t-il.

### BRUXELLES FACE À L'ÉQUATION À PLUSIEURS INCONNUES DE L'ÉGYPTE

## Square Tahrir face à l'ijtihad de la CIA

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

**C'est un printemps arabe, devenu, depuis Ennahda en Tunisie et l'Otan en Libye, hiver islamiste.**

**La mise en branle, quelques mois après la chute vertigineuse des Moubarak, de Square Tahrir, éclaire sur des points stratégiques. Le mouvement de la mythique place cairote vaut son pesant d'interrogations, de bouleversements et de changement.**

L'Egypte, les pyramides, la mer Rouge, Camp David, 82 millions d'habitants, le carrefour du Moyen, du Proche et de l'Extrême-Orient, de l'Afrique, des Arabies, nœud gordien de la Méditerranée pose, après la chute vertigineuse de Moubarak, plus de questions qu'il n'apporte de réponses.

Elections ? Oui. Mais comment et après ? Si les Frères musulmans, le mouvement qui sans doute raflera la mise lors de la prochaine consultation, ont donné des gages à l'Occident pour maintenir la relation avec Israël intacte, sans aller au-delà du curseur de la dynastie Moubarak, est-ce, sera-ce suffisant ?

Les appareils, les services de renseignement des USA et d'Israël et les stratèges de l'Otan considèrent que les garanties apportées par la direction actuelle des Frères musulmans sont fragiles, sujettes à disparition.

Les maîtres de l'univers qui, l'on s'en doute bien, ne peuvent pas laisser Square Tahrir diriger l'Egypte, s'emparer de l'après-Moubarak, craignent les nouvelles générations d'Egypte. Y compris celle qui attend, en embuscade, que son tour arrive pour prendre la direction du mouvement des ikhwane. Des gorges profondes bruxelloises, traditionnellement à l'écoute des «off» otaniens, indiquent que l'Alliance craint une victoire éclatante des Frères en Egypte. L'Alliance opte plutôt pour une configuration où la mouvance islamiste ne prenne pas l'essentiel du gâteau. De fortes pressions de sa base, profondément anti-israélienne, et des provocations de l'Etat hébreu peuvent radicaliser le mouvement créé par Hassen El Banna et le rendre incontrôlable par les States et l'Alliance.

Les dernières évolutions de Square Tahrir s'inscrivent-elles dans cette lecture des événements ?

Le nombre anormalement élevé de victimes, une quarantaine en trois jours, l'implication directe de l'armée dans la répression et la perte de contrôle de la situation par les décideurs actuels en Egypte indiquent qu'une partie serrée et tragique se joue au Caire.

Le plan GME ou GMO en français (Grand et Moyen-Orient) revisité par Obama, a-t-il du plomb dans l'aile ou s'agit-il tout simplement de quelques réajustements ? L'avenir proche le dira. Le GMO consiste, rappelons-le, à installer dans cette partie du monde et au Maghreb des gouvernements islamistes, mais «élus» qui respectent plus ou moins les droits de l'homme. Une Charia marinée à la sauce de la CIA.

Premières applications : Tunisie, Libye et sans doute l'Egypte.

L'ijtihad des USA et de l'Otan rencontre-t-il Square Tahrir ?

A. M.